

Initiatives ministérielles

Toutefois, au Canada, les conservateurs ont trop bien pris soin des grandes entreprises, de sorte qu'ils sont forcés aujourd'hui d'imposer une taxe sur les appels interurbains des habitants du Nord. Les conservateurs oseraient-ils demander un impôt minimum à la Banque de Montréal, à General Motors, à Nova Corporation, à la Banque Royale du Canada ou à la Banque de commerce canadienne impériale ? Non, bien sûr que non. En revanche, ils n'hésitent pas à frapper les Inuit et les autres habitants du Nord d'une taxe sur des appels interurbains indispensables. Ce qui se passe est absolument révoltant. Il est temps de demander aux conservateurs d'expliquer pourquoi ils s'en prennent toujours aux particuliers quand vient le temps d'augmenter les taxes et les impôts. Pourquoi n'imposent-ils pas un impôt minimum aux sociétés comme la Banque de Montréal ou Cadillac-Fairview pour qu'elles paient tous les ans leur juste part d'impôt ? Pourquoi ne présentent-ils pas une loi en ce sens ? Pourtant, ils n'hésitent pas à légiférer pour imposer une taxe sur les services téléphoniques que tous devront payer, notamment les habitants du Nord, dont la disposition à l'étude nous rappelle le sort peu enviable.

Je vais maintenant céder la parole à mes collègues conservateurs d'en face pour qu'ils puissent expliquer pourquoi ils jugent cette taxe nécessaire dans un pays comme le nôtre, qui le est le deuxième au monde pour la superficie. Dans un pays aussi vaste, nous devrions être sensibles au fait que certains Canadiens dépendent davantage des télécommunications que d'autres et doivent, de ce fait, assumer une charge plus lourde. Je voudrais également que mes collègues d'en face expliquent pourquoi 60 000 sociétés rentables s'en tirent, années après année, sans payer un cent d'impôt sur le revenu, tandis que le propriétaire de la petite boutique du coin paie sa juste part, tout comme la petite épicerie familiale et le petit atelier de soudure paient leur juste part. Mais pas la Banque Royale, ni Cadillac-Fairview, ni Nova Corporation, ni 60 000 autres grandes sociétés rentables qui ne paient absolument rien malgré les centaines de millions de dollars de bénéfices qu'elles réalisent chaque année. Je cède donc la parole à mes collègues conservateurs pour qu'ils expliquent ces deux faits.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, je voudrais participer à ce débat pendant quelques instants. La plupart de mes électeurs ne seront pas touchés par l'amendement que propose ma collègue du Yukon, parce que la plus grande partie de ma circonscription n'est pas comprise dans la zone fiscale du Nord, quoique certains secteurs fassent l'objet de contestations. Je crois savoir que l'honorable René Brunel déposera bientôt son rapport. Nous l'attendons tous avec intérêt pour voir quels niveaux de soutien seront accordés.

Dans le nord du Canada et dans les parties septentrionales de nos provinces, on a tendance à envoyer les personnes âgées vivre dans des agglomérations d'une certaine importance. Ces gens doivent quitter les lieux où ils ont vécu pendant des années, qu'il s'agisse d'une localité agricole ou d'une petite ville minière, pour aller ailleurs. C'est parce que les provinces ont implanté les établissements de soins à long terme dans les grands centres. Vous arrachez donc les personnes âgées à leurs familles pour les transplanter dans un endroit central. Vous les traumatisez et maintenant, avec cette autre augmentation des taxes, ils devront payer encore plus cher pour rester en contact avec ceux qu'ils aiment, leurs enfants et ceux-ci auront le même problème pour communiquer avec leur mère ou leur père dans un établissement de soins à long terme.

De plus, et c'est la raison pour laquelle ma collègue a proposé l'amendement, ce ne sont pas seulement les appels téléphoniques qui sont taxés, mais aussi les raisons pour lesquelles on les fait. Vous allez taxer des appels destinés à faire venir l'ambulance, les pompiers ou la police. Vous allez taxer les appels des gens qui cherchent du travail dans leur région—en plus de réduire leurs prestations d'assurance-chômage, comme le gouvernement a l'intention de le faire—et les chômeurs auront encore plus de difficultés à trouver un emploi rémunéré.

Vous augmenterez aussi les frais des entreprises faisant affaire dans le Nord. Les frais des petites et même des grosses entreprises augmenteront, étant donné qu'une grande partie du travail s'effectue par téléphone pour assurer la livraison à temps du stock. Il faudra donc payer plus cher pour faire affaire dans le Nord. Il en résultera deux conséquences. Premièrement, c'est évident, les prix à la consommation augmenteront. Deuxièmement, les industries et les entreprises seront encore moins tentées de s'installer dans le Nord et elles préféreront se concentrer encore une fois dans le triangle doré, à Toronto.